

2010

RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL



105, avenue Raymond-Poincaré
75116 Paris - France
tél. : +33 (0)1 44 17 95 95
fax : +33 (0)1 45 01 72 49
mail : rubis@rubis.fr
www.rubis.fr

SCA au capital de 58 836 425 euros
784 393 530 RCS PARIS - Code APE 6420Z



SOMMAIRE

- 1** Rapport semestriel d'activité
- 2** Etats Financiers condensés au 30 juin 2010
- Comptes consolidés
- 3** Rapport des Commissaires aux Comptes
- 4** Responsables du Document



1 - Rapport Semestriel d'activité

① EVENEMENTS IMPORTANTS SURVENUS AU COURS DU SEMESTRE

Activité Rubis Energie

Prise de contrôle de Frangaz

Frangaz a été créée en 2006 par BP et Vitogaz (50/50) avec pour objet principal la commercialisation en Grandes et Moyennes Surfaces des bouteilles de gaz (GPL) à la marque du distributeur. Le 15 février 2010, BP France a cédé sa participation dans Frangaz à Vitogaz qui en est devenu ainsi l'actionnaire unique. A l'occasion de cette transaction, un produit constitué par un écart d'acquisition négatif a été inscrit en résultat au poste « autres produits et charges opérationnels », pour un montant de 8 353 milliers d'euros.

Entrée dans la distribution et le stockage de carburants en Corse

Au cours du premier semestre 2010, le Groupe Rubis a acquis une trentaine de stations-service de la Région Corse. Concomitamment à ces acquisitions, le Groupe Rubis a racheté une participation dans la société Dépôts Pétroliers de la Corse qui détient les dépôts pétroliers d'Ajaccio et de Bastia. A cette occasion, un écart d'acquisition négatif d'un million d'euros a été inscrit au compte de résultat au poste « autres produits et charges opérationnels ». Il reste provisoire jusqu'au terme du délai d'affectation soit au plus tard 12 mois après la date d'entrée dans le périmètre.

Litiges en cours

En juillet 2009, Vitogaz et Rubis ainsi que d'autres sociétés distributrices de GPL conditionné en France ont reçu une Notification de griefs de l'Autorité de la Concurrence. La Rapporteuse de l'Autorité de la Concurrence a émis son rapport le 26 avril 2010. Compte tenu des éléments dans le dossier et de la teneur du rapport, le Groupe demeure confiant dans l'issue de la procédure.



Chiffres clés consolidés

Par secteur d'activité

en millions d'euros	1er sem. 10	1er sem. 09	%
Chiffre d'affaires	683	457	49%
Rubis Energie	554	368	51%
Rubis Terminal	129	89	45%
Résultat Brut d'Exploitation	68	62	10%
Rubis Energie	42	42	0%
Rubis Terminal	31	24	28%
Société-mère	-5	-4	
Résultat Opérationnel Courant	49	45	8%
Rubis Energie	29	30	-3%
Rubis Terminal	24	19	29%
Société-mère	-4	-4	
Capacité d'autofinancement	52	47	10%
Rubis Energie	32	31	
Rubis Terminal	20	16	
Investissements	49	39	
Rubis Energie	23	17	
Rubis Terminal	26	22	

Par zone géographique

en millions d'euros	1er sem. 10	1er sem. 09	%
Chiffre d'affaires	683	457	49%
Europe	432	260	66%
Caraïbes	215	171	26%
Afrique	36	26	38%
Résultat Brut d'Exploitation	68	62	10%
Europe	43	41	5%
Caraïbes	18	14	29%
Afrique	7	7	0%
Résultat Opérationnel Courant	49	45	8%
Europe	30	30	0%
Caraïbes	13	9	46%
Afrique	6	6	0%
Capacité d'autofinancement	52	47	10%
Europe	33	30	10%
Caraïbes	14	12	17%
Afrique	5	5	0%
Investissements	49	39	
Europe	43	34	
Caraïbes	4	4	
Afrique	2	1	



Chiffre d'affaires

RUBIS a enregistré un chiffre d'affaires de 683 M€ au titre du premier semestre 2010, en hausse de 49 % par rapport à 2009. Cette évolution s'explique par la bonne progression de l'activité en volume (+14%) observée sur les deux branches du Groupe et par l'évolution nominale des prix et notamment la forte remontée des prix pétroliers (hausse de 50%).

Activité par pôle d'activité et zone géographique



Distribution de GPL et de produits pétroliers

Les volumes distribués par Rubis Energie sur la période atteignent 434 000 tonnes-m³ (en hausse de 14%), dont 244 000 tonnes de distribution de GPL (+10%) et 190 000 m³ (+21%) en distribution de produits pétroliers (carburants et fiouls). A périmètre constant (hors carburant et fioul en Corse) les volumes, en distribution finale, tous produits confondus, sont en hausse de 7% à 376 000 tonnes-m³.

Europe: les volumes de GPL, en distribution finale, ont enregistré une progression satisfaisante (+6%) à 154 000 tonnes. Globalement, l'hiver rigoureux a permis de générer une bonne avance des volumes domestiques, alors que l'amélioration de la conjoncture économique a entraîné une reprise de la demande professionnelle. On notera surtout la très forte progression observée en France et en Allemagne sur la demande de GPL-carburant (+44%). Les activités situées aux Iles Anglo-Normandes et en Corse, en carburants et fiouls, ont réalisé un volume cumulé de 72 000 m³.

Caraïbes (Antilles - Guyane - Bermudes): les volumes commercialisés s'élèvent à 129 000 tonnes-m³ (+11%) dont 11 000 tonnes de GPL et 118 000 m³ (+13%) de produits pétroliers: réseau de stations-service et vente directe de gazole marine, fioul, lubrifiants et bitumes. Si le premier semestre 2009 avait été négativement impacté par les troubles sociaux aux Antilles, la période 2010 a bénéficié d'une meilleure conjoncture et de l'effet de nouveaux contrats.

La zone **Afrique** affiche une légère progression des volumes de GPL en distribution finale de 2%, (39 000 tonnes), le Maroc y réalisant la moitié de l'activité en volume.



Stockage de produits liquides

Le chiffre d'affaires de la branche enregistre une hausse de 45% à 129 M€. Le chiffre d'affaires de l'activité « Négoce de produits pétroliers » (+72 %) a bénéficié tant d'un effet nominal (hausse des prix du fioul) que d'une bonne reprise des volumes, étant rappelé que sa contribution aux résultats du Groupe reste marginale.



L'activité principale du pôle RUBIS TERMINAL, le stockage de produits liquides, poursuit sa progression avec des recettes en hausse de 14 % tirées par les recettes Pétrole, Chimie ainsi que par les nouveaux contrats en opération sur le site de Rotterdam

Résultat opérationnel courant

Le résultat opérationnel courant atteint 48,9 M€, en progression de 8 % par rapport à 2009.

Coût de l'endettement financier net

Le coût de l'endettement financier net est en retrait significatif : 3,0 M€ contre 3,8 M€, bénéficiant du plein effet de la baisse des taux d'intérêt s'appliquant à un endettement net en fin de période passant de 181 M€ à 199 M€.

Résultat net

Le résultat net part du Groupe s'établit à 35 M€, en progression de 30 % par rapport à la même période de 2009. Il est à noter que le résultat net part du Groupe du premier semestre intègre pour 5 M€ des produits non récurrents liés principalement au rachat par Vitogaz de 50 % de Frangaz détenus par BP.

Résultat net par action

Le résultat net par action dilué atteint 3,03 €, en croissance de 19 % sur la période. L'augmentation du nombre d'actions s'explique par l'exercice du paiement du dividende 2009 en actions, l'augmentation de capital réservée aux salariés, la mise en place d'une « ligne de capital » avec Crédit Agricole CIB et par l'exercice d'options de souscription d'actions Rubis.

Financement

Au 30 juin 2010, la capacité d'autofinancement atteint 51,4 M€ en hausse de 10 %. Les investissements totaux s'élèvent à 49 M€ dont 16 M€ affectés au financement de la construction des Terminaux de Rotterdam et d'Anvers. Le Groupe a assuré son financement d'infrastructures par tirage de lignes de crédit à moyen terme à 5 ans.

Bilan

Au 30 juin le Groupe présente une structure financière répartie entre des fonds propres totaux de 556 M€ et un endettement financier net de 199 M€, faisant apparaître un taux d'endettement modéré de 36 %.



Perspectives 2010

La dynamique de construction du Groupe se poursuit à travers les projets industriels à Rotterdam et Anvers et sa capacité à réaliser de nouvelles acquisitions.

Le positionnement du Groupe et la spécificité de son modèle lui assurent une bonne visibilité et une faible exposition au cycle conjoncturel.

Les acquis du premier semestre confortent l'objectif d'une croissance du résultat net sur l'ensemble de l'exercice.

② DESCRIPTION DES PRINCIPAUX RISQUES ET INCERTITUDES POUR LES SIX MOIS RESTANTS DE L'EXERCICE

Les principaux risques et incertitudes auxquels le Groupe pourrait être exposé sont décrits dans le chapitre 3 « Facteurs de risques et assurances » du Rapport Financier Annuel - Document de Référence 2009. Plus spécifiquement, en ce qui concerne la procédure en cours devant l'Autorité de la Concurrence, l'audience a été fixée le 21 septembre 2010.

A la connaissance de Rubis, il n'existe pas de faits exceptionnels, litiges, risques ou engagements hors bilan, susceptibles d'avoir un impact significatif sur la situation financière, le patrimoine, le résultat ou les activités du Groupe.

Evénements postérieurs à la clôture

Néant

③ Principales transactions avec les parties liées

Frangaz étant consolidée en intégration globale depuis le 1er janvier 2010, sa contribution ne figure plus dans le détail des transactions avec les parties liées.

Au premier semestre 2010, il n'y a pas eu d'autre variation significative dans la nature des transactions avec les parties liées par rapport au 31 décembre 2009 (voir Note 7.3 de l'annexe aux comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2009).



2 - Etats condensés financiers au 30 juin 2010

Comptes Consolidés



**COMPTES
CONSOLIDÉS
INTERMÉDIAIRES**

ARRÊTÉS AU 30 JUIN 2010

BILAN CONSOLIDÉ

COMPTE de RÉSULTAT

**ÉTAT DES AUTRES ÉLÉMENTS DU
RÉSULTAT GLOBAL**

**VARIATION des CAPITAUX
PROPRES CONSOLIDÉS**

**TABLEAU de FLUX de
TRÉSORERIE CONSOLIDÉS**

**ANNEXE des COMPTES
CONSOLIDÉS**



ETAT DE LA SITUATION FINANCIERE CONSOLIDEE AU 30 JUIN 2010

BILAN CONSOLIDÉ au 30 JUIN 2010

ACTIF

(en milliers d'euros)

	Référence annexe	30 JUIN 2010	30 JUIN 2009	31 DEC. 2009
ACTIFS NON-COURANTS				
Immobilisations incorporelles	3	7 925	5 024	5 225
Ecarts d'acquisition		246 558	245 958	245 175
Immobilisations corporelles	4	525 480	432 248	465 966
Titres mis en équivalence		18 324	18 331	18 328
Autres actifs financiers		11 099	11 891	12 152
Impôts différés		5 579	3 336	3 972
Autres actifs long terme		1 380	1 246	1 168
TOTAL ACTIFS NON COURANTS (I)		816 345	718 034	751 986
ACTIFS COURANTS				
Stocks et en cours		73 755	52 749	52 368
Clients et autres débiteurs		184 497	129 990	148 469
Créances d'impôt		2 003	2 111	1 326
Autres actifs courants		6 891	4 785	3 777
Trésorerie et équivalents de trésorerie		114 392	113 802	99 314
TOTAL ACTIFS COURANTS (II)		381 538	303 437	305 254
TOTAL Groupe d'actifs destinés à être cédés (III)				
TOTAL ACTIF (I + II + III)		1 197 883	1 021 471	1 057 240



ETAT DE LA SITUATION FINANCIERE CONSOLIDEE AU 30 JUIN 2010

BILAN CONSOLIDÉ au 30 JUIN 2010

PASSIF <i>(en milliers d'euros)</i>	<i>Référence annexe</i>	30 JUIN 2010	30 JUIN 2009	31 DEC. 2009
CAPITAUX PROPRES - PART DU GROUPE				
Capital	7	58 299	54 090	54 109
Primes liées au capital	7	264 590	225 199	225 226
Résultats accumulés		217 895	191 012	211 525
TOTAL		540 784	470 301	490 860
INTERETS MINORITAIRES		15 411	13 094	14 471
CAPITAUX PROPRES (I)		556 195	483 395	505 331
PASSIFS NON COURANTS				
Emprunts et dettes financières	9	242 691	210 179	217 665
Consignations d'emballages		62 284	58 226	58 904
Engagements envers le personnel		12 196	9 762	12 080
Autres provisions	10	24 690	20 534	20 292
Impôts différés		31 289	27 600	28 659
Autres passifs long terme		10 669	3 023	7 156
TOTAL PASSIFS NON COURANTS (II)		383 819	329 324	344 756
PASSIFS COURANTS				
Emprunts et concours bancaires (part à moins d'un an)	9	70 311	85 002	62 735
Fournisseurs et autres créditeurs		173 616	109 073	132 493
Dettes d'impôt		3 237	3 934	3 682
Autres passifs courants		10 705	10 743	8 243
TOTAL PASSIFS COURANTS (III)		257 869	208 752	207 153
TOTAL Passifs liés à un groupe d'actifs destinés à être cédés (IV)				
TOTAL PASSIF (I + II + III + IV)		1 197 883	1 021 471	1 057 240



COMPTE de RÉSULTAT CONSOLIDÉ au 30 JUIN 2010

(en milliers d'euros)	Ref. annexe	%	30 juin 2010	30 juin 2009	31 décembre 2009
Ventes de marchandises			377 468	230 831	476 292
Production vendue de biens et services			305 346	226 105	475 653
CHIFFRE D'AFFAIRES NET	5	49%	682 814	456 936	951 945
Autres produits de l'activité			438	128	265
Achats consommés			(499 679)	(300 332)	(641 830)
Charges externes			(65 517)	(53 419)	(112 484)
Charges de personnel			(35 836)	(34 274)	(71 529)
Impôts et taxes			(14 211)	(7 262)	(14 350)
Amortissements et provisions nets			(19 022)	(16 738)	(33 731)
Autres produits et charges d'exploitation			(76)	47	(571)
RÉSULTAT BRUT d'EXPLOITATION		10%	67 571	61 649	111 752
RÉSULTAT OPERATIONNEL COURANT	5	8%	48 911	45 086	77 715
Autres produits et charges opérationnels			5 119	(1 231)	(1 217)
RESULTAT OPERATIONNEL	5	23%	54 030	43 855	76 498
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie			800	516	1 707
Coût de l'endettement financier brut			(3 824)	(4 290)	(9 235)
COUT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET		-20%	(3 024)	(3 774)	(7 528)
Autres produits et charges financiers			(521)	(86)	655
RESULTAT AVANT IMPOT		26%	50 485	39 995	69 625
Impôt sur les bénéfices			(13 673)	(11 744)	(19 746)
RESULTAT APRES IMPOT		30%	36 812	28 251	49 879
Quote-part de résultat des mises en équivalence			(2)	(2)	(3)
RESULTAT NET TOTAL		30%	36 810	28 249	49 876
RESULTAT NET PART DU GROUPE		30%	35 018	27 023	47 212
RESULTAT NET MINORITAIRE		46%	1 792	1 226	2 664
Résultat non dilué par action (en euros)	6	22%	3,20	2,62	4,48
Résultat dilué par action (en euros)	6	19%	3,03	2,54	4,32



ÉTAT DES AUTRES ELEMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL

<i>(en milliers d'euros)</i>	30-juin-10	30-juin-09	31-déc-09
Résultat net de l'ensemble consolidé	36 810	28 249	49 876
Réserves de conversion	6 135	1 064	284
Instruments de couverture	(596)	4 230	5 995
Gains et pertes actuariels	560	661	(244)
Impôts sur les autres éléments du résultat global	258	(1 475)	(1 871)
Résultat global de la période	43 167	32 729	54 040
Part attribuable aux propriétaires de la société mère du Groupe	41 353	31 516	51 376
Part attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	1 814	1 213	2 664



ÉTAT DES VARIATIONS des CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

	<i>Actions en circulation</i>	<i>dont Actions propres</i>	<i>Capital</i>	<i>Primes</i>	<i>Actions propres</i>	<i>Réserves et résultat consolidés</i>	<i>Ecart de conversion</i>	<i>Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société mère du Groupe</i>	<i>Participations ne donnant pas le contrôle (intérêts minoritaires)</i>	<i>Capitaux propres de l'ensemble consolidé</i>
	<i>(en nombre d'actions)</i>		<i>(en milliers d'euros)</i>							
Capitaux propres au 31 décembre 2008	10 296 269	10 167	51 481	206 773	(438)	189 427	(3 707)	443 537	14 142	457 679
<i>Résultat global de la période</i>						30 452	1 064	31 516	1 213	32 729
Réserve légale imputée sur prime d'émission				(260)		260		0		
Variation de pourcentage d'intérêts								0		0
Paiement en actions						853		853		853
Augmentation de capital	521 675		2 609	18 686				21 295		21 295
Actions propres		(3 837)			392			392		392
Distribution de dividendes						(27 282)		(27 282)	(2 261)	(29 543)
Autres variations						(10)		(10)		(10)
Capitaux propres au 30 juin 2009	10 817 944	6 330	54 090	225 199	(46)	193 700	(2 643)	470 301	13 094	483 395
<i>Résultat global de la période</i>						20 653	(793)	19 860	1 451	21 311
Réserve légale imputée sur prime d'émission				(3)		3		0		
Variation de pourcentage d'intérêts								0	5	5
Paiement en actions						612		612		612
Augmentation de capital	3 800		19	31				50		50
Actions propres		(4 630)			(58)			(58)		(58)
Distribution de dividendes								0		0
Autres variations						95		95	(79)	16
Capitaux propres au 31 décembre 2009	10 821 744	1 700	54 109	225 227	(104)	215 063	(3 436)	490 860	14 471	505 331
<i>Résultat global de la période</i>						35 242	6 111	41 353	1 814	43 167
Réserve légale imputée sur prime d'émission				(419)		419				
Variation de pourcentage d'intérêts									1 820	1 820
Paiement en actions						1 160		1 160		1 160
Augmentation de capital	838 026		4 190	39 782				43 972		43 972
Actions propres		4 296			(295)			(295)		(295)
Distribution de dividendes						(36 224)		(36 224)	(2 694)	(38 918)
Autres variations						(42)		(42)		(42)
Capitaux propres au 30 juin 2010	11 659 770	5 996	58 299	264 590	(399)	215 618	2 675	540 784	15 411	556 195



TABLEAU de FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS au 30 JUIN 2010

<i>(en milliers d'euros)</i>	30 juin 2010	30 juin 2009	31 dec. 2009
Résultat net total consolidé des activités poursuivies	36 810	28 249	49 876
Résultat net des activités abandonnées			
Ajustements :			
Elimination du résultat des mises en équivalence	1	2	2
Elimination du résultat des amortissements et provisions	18 286	17 500	35 977
Elimination des résultats de cession et des pertes et profits de dilution	311	637	929
Elimination des produits de dividende	(8)	(8)	(131)
Autres produits et charges sans incidence sur la trésorerie	(3 952)	350	396
Flux liés aux activités abandonnées			
Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier net et impôt	51 448	46 730	87 049
Elimination de la charge d'impôt	13 673	11 744	19 746
Elimination du coût de l'endettement financier net	3 024	3 775	7 528
Flux liés aux activités abandonnées			
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôt	68 145	62 249	114 323
Incidence de la variation du BFR	(28 425)	(12 862)	3 589
Impôts payés	(12 034)	(9 977)	(17 645)
Flux liés aux activités abandonnées			
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles	27 686	39 410	100 267
Acquisition d'actifs financiers : branche Rubis Energie Europe hors France		(3 864)	(3 925)
Acquisition d'actifs financiers : branche Rubis Terminal	(999)		
Cession d'actifs financiers : branche Rubis Energie Italie			
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	(48 857)	(38 574)	(88 578)
Variation des prêts et avances consentis	122	(337)	(246)
Cession d'immobilisations corporelles et incorporelles	335	153	752
Diminution (acquisition) d'actifs financiers	968	(47)	(1 112)
Dividendes reçus	9	7	131
Autres flux liés aux opérations d'investissement			
Flux liés aux activités abandonnées			
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(48 422)	(42 662)	(92 978)



TABLEAU de FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS au 30 JUIN 2010 (suite)

<i>Suite</i> (en milliers d'euros)	30 juin 2010	30 juin 2009	31 dec. 2009
Augmentation de capital	43 973	21 295	21 680
Acquisition d'actions propres	(295)	406	337
Emission d'emprunts et de nouvelles consignations	55 809	50 223	116 612
Remboursements d'emprunts et de consignations	(32 567)	(18 529)	(99 248)
Intérêts financiers nets versés	(3 020)	(3 911)	(7 666)
Dividendes payés aux actionnaires du groupe	(27 924)	(20 414)	(27 282)
Dividendes payés aux minoritaires	(1 178)	(2 261)	(2 261)
Flux liés aux activités abandonnées			
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	34 798	26 809	2 172
Incidence de la variation des taux de change	1 016	684	292
Incidence des changements de principes comptables			
Variation de la trésorerie	15 078	24 241	9 753
TRESORERIE DES ACTIVITES POURSUIVIES			
Trésorerie d'ouverture (*)	99 314	89 561	89 561
Variation de la trésorerie	15 078	24 241	9 753
Trésorerie de clôture (*)	114 392	113 802	99 314
Dettes financières	(313 002)	(295 181)	(280 400)
Trésorerie nette de dettes financières	(198 610)	(181 379)	(181 086)

(*) trésorerie hors concours bancaires



ANNEXE AUX ETATS FINANCIERS INTERMEDIAIRES 2010

1 – PRINCIPES COMPTABLES

Les comptes consolidés intermédiaires résumés du 1^{er} semestre 2010 de Rubis et ses filiales (le Groupe) ont été préparés en conformité avec la norme IAS 34 « Information financière intermédiaire ». S'agissant de comptes résumés, ils n'incluent pas toute l'information requise par le référentiel IFRS et doivent être lus en relation avec les états financiers consolidés annuels du Groupe Rubis, de l'exercice clos le 31 décembre 2009. Les principes comptables appliqués pour la préparation des comptes consolidés intermédiaires résumés au 30 juin 2010 sont conformes aux normes comptables et interprétations IFRS telles qu'adoptées par l'Union européenne au 30 juin 2010.

La publication des états financiers des comptes arrêtés au 30 juin 2010 a été autorisée par le Collège de la Gérance le 30 août 2010.

Les principes comptables retenus sont identiques à ceux utilisés dans la préparation des comptes consolidés annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2009, présentés dans la note 2 de l'annexe des comptes consolidés du Document de référence 2009, à l'exception des changements liés à l'entrée en vigueur des normes IFRS 3 Révisée, « Regroupements d'entreprises » et IAS 27 Amendée, « Etats financiers consolidés ». L'incidence de leur adoption sur les résultats et la situation financière du Groupe concerne principalement l'acquisition par étape de la société Frangaz qui a conduit à constater dans les comptes du Groupe une plus-value à hauteur des intérêts détenus au moment de la prise de contrôle et une acquisition portant sur la totalité des titres Frangaz détenus.

Les normes et interprétations suivantes adoptées par l'Union européenne et entrées en vigueur au 1^{er} janvier 2010 ne s'appliquent pas au Groupe ou sont sans impact significatif sur les états financiers du Groupe :

- IFRS 1 Révisée, Première adoption des normes internationales d'information financière, ainsi que les amendements publiés au JOUE respectivement du 23 juin 2010 et du 1^{er} juillet 2010,
- IAS 39 Amendée, Eléments éligibles à la couverture,
- IAS 32 Amendée, Classement des émissions de droits,
- IFRS 2 Amendée, Transactions intra-groupe réglées en trésorerie,
- Amendement IFRS 5 dans le cadre des Améliorations 2008 des normes,
- Améliorations annuelles des normes IFRS publiées en avril 2009,
- IFRIC 12, Accords de concessions de services,
- IFRIC 15, Contrats de construction de biens immobiliers,
- IFRIC 16, Couverture d'un investissement net d'une activité à l'étranger,
- IFRIC 17, Distribution d'actifs non monétaires aux propriétaires,
- IFRIC 18, Transfert d'actifs provenant de clients.

L'incidence des normes et interprétations publiées par l'IASB et non encore adoptées par l'Union européenne dont l'application n'est pas obligatoire au 1^{er} janvier 2010 est en cours d'analyse par le Groupe.

Le groupe constate des variations saisonnières sur ses activités qui peuvent affecter, d'un semestre à l'autre, le niveau du chiffre d'affaires et du résultat opérationnel. Aussi, le résultat intermédiaire n'est il pas nécessairement indicatif de celui qui pourrait être attendu pour l'ensemble de l'année 2010.



2 – CHANGEMENT DANS LE PERIMETRE DE CONSOLIDATION

2-1 Entrée dans la distribution et le stockage de carburants en Corse

Au cours du premier semestre 2010, le Groupe Rubis a acquis une trentaine de stations-service de la Région Corse. Concomitamment à ces acquisitions, le Groupe Rubis a racheté une participation dans la société Dépôts Pétroliers de la Corse qui détient les dépôts pétroliers d'Ajaccio et de Bastia.

2-1.1 Dépôts Pétroliers de La Corse (DPLC)

Le Groupe a acquis au cours du premier semestre 2010, 53,50 % de la société Dépôts Pétroliers de La Corse (DPLC), en charge de la coordination logistique des approvisionnements en produits pétroliers de l'ensemble de la Région Corse, de même que de la gestion et l'exploitation des dépôts. Cette participation a été acquise par étape (35,5 % puis 18 %).

Contributions dans les comptes consolidés au 30 juin 2010	
(en milliers d'euros)	DPLC
Actif immobilisé	10 757
Clients et autres débiteurs	739
Trésorerie	418
Total actifs	11 914
Prix d'acquisition des titres	999
Ecart d'acquisition négatif (produit opérationnel)	1 085
Résultat part du groupe au 30 juin 2010	445
Capitaux propres Hors Groupe	2 214
Emprunts et dettes financières	4 500
Provisions	1 619
Fournisseurs et autres créditeurs	774
Impôts différés	278
Total passifs	11 914

2-1.2 Vito Corse

A la fin de l'exercice 2009, Vitogaz (Rubis Energie) a créé une nouvelle structure, Vito Corse. Les comptes de cette entité n'étaient pas consolidés en 2009, car Vito Corse n'avait pas d'activité. Vito Corse a acquis, au cours du premier semestre 2010, une trentaine de stations-service de la Région Corse. Des négociations restent en cours dans la perspective d'acquérir de nouvelles stations-service.

Contributions dans les comptes consolidés au 30 juin 2010	
(en milliers d'euros)	Vito Corse
Actif immobilisé	5 473
Impôts différés	88
Clients et autres débiteurs	2 781
Trésorerie	712
Total actifs	9 055
Capital	1 000
Résultat au 30 juin 2010	(169)
Emprunts et dettes financières	3 000
Provisions	33
Fournisseurs et autres créditeurs	5 191
Total passifs	9 055



2-1.3 Ecart d'acquisition

Les comptes de DPLC et de Vito Corse ont été consolidés depuis le 1^{er} janvier 2010, selon la méthode de l'intégration globale, et à cette occasion un écart d'acquisition négatif d'un million d'euros a été inscrit au compte de résultat en produit sur la ligne « autres produits et charges opérationnels ».

Cet écart d'acquisition reste provisoire jusqu'au terme du délai d'affectation soit au plus tard 12 mois après la date d'entrée dans le périmètre.

2-2 Prise de contrôle de Frangaz

Frangaz a été créée en 2006 conjointement à 50% par BP et Vitogaz avec pour objet principal la commercialisation en Grandes et Moyennes Surfaces des bouteilles de gaz (GPL) à la marque du distributeur.

Jusqu'au 31 décembre 2009, les comptes de Frangaz étaient consolidés dans le périmètre du Groupe Rubis selon la méthode de l'intégration proportionnelle.

Le 15 février 2010, BP France cède sa participation dans Frangaz à Vitogaz qui en devient ainsi l'actionnaire unique. Les comptes de Frangaz sont intégrés en consolidation selon la méthode de l'intégration globale depuis le 1^{er} janvier 2010.

A l'occasion de cette transaction, un produit constitué par l'écart d'acquisition négatif a été inscrit en résultat au poste « autres produits et charges opérationnels », pour un montant de 8 353 milliers d'euros.

Impacts de la variation du taux d'intégration dans les comptes consolidés au 1er janvier 2010	
(en milliers d'euros)	Frangaz 50 %
Actif immobilisé	14 293
Impôts différés	2 153
Stocks et en-cours	152
Clients et autres débiteurs	633
Total actifs	17 231
Ecart d'acquisition négatif (produit opérationnel)	8 353
Emprunts et dettes financières	4 276
Provisions	379
Emprunts et concours bancaires	1 262
Fournisseurs et autres créditeurs	2 961
Total passifs	17 231

3 – IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

La valeur nette comptable des écarts d'acquisition et des autres immobilisations incorporelles est revue au minimum une fois par an et lorsque des événements ou des circonstances indiquent qu'une réduction de valeur est susceptible d'être intervenue. Une perte de valeur est constatée lorsque la valeur recouvrable des actifs testés devient durablement inférieure à leur valeur nette comptable. Au 30 juin 2010, il n'existe pas d'indices de perte de valeur.



4 – IMMOBILISATIONS CORPORELLES

(en milliers d'euros)	Valeur brute au 31/12/2009	Acquisitions ⁽¹⁾	Diminutions et reclassements	Ecart de conversion	Valeur brute au 30/06/2010
Autres immobilisations corporelles	65 393	8 390	208	193	74 184
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles	337	130	(385)	2	85
Immobilisations en cours	54 514	38 775	(20 268)	174	73 195
Installations techniques, matériel et outillage	522 628	35 772	13 980	11 091	583 471
Terrains et constructions	248 779	7 589	(94)	2 305	258 578
Total	891 651	90 656	(6 560)	13 766	989 512

(en milliers d'euros)	Amortissements au 31/12/2009	Augmentations ⁽¹⁾	Diminutions et reclassements	Ecart de conversion	Amortissements au 30/06/2010
Autres Immobilisations Corporelles	(27 662)	(2 614)	662	(66)	(29 680)
Installations et matériel	(295 106)	(26 678)	1 726	(5 642)	(325 700)
Terrains et constructions	(102 916)	(7 332)	2 481	(884)	(108 652)
Total	(425 685)	(36 624)	4 869	(6 592)	(464 032)
Valeur nette	465 966				525 480

⁽¹⁾ Dont incidence de l'entrée dans le périmètre de l'entité Dépôts Pétroliers de la Corse : 24 793 milliers d'euros sur les immobilisations et 13 879 milliers d'euros sur les amortissements.

Dont incidence de la variation du taux d'intégration de l'entité Frangaz : 16 362 milliers d'euros sur les immobilisations et 2 526 milliers d'euros sur les amortissements.

Hors incidences des variations de périmètre, les investissements intervenus au cours du premier semestre 2010 concernent notamment la construction de dépôts de produits chimiques et de spécialités pétrolières d'Anvers, pour 11 716 milliers d'euros.



5 – INFORMATION SECTORIELLE RESUMEE

Information par secteur d'activité

30 JUIN 2010 (en milliers d'euros)	Rubis Terminal	Rubis Energie	Société Mère	Eliminations	Total
Chiffre d'affaires	132 013	554 154	2	(3 355)	682 814
Résultat brut d'exploitation	30 510	41 556	(4 495)		67 571
Résultat opérationnel courant	24 097	29 385	(4 571)		48 911
Résultat opérationnel	25 186	34 397	(5 553)		54 030
Investissements	25 552	23 106	77		48 735

30 JUIN 2009 (en milliers d'euros)	Rubis Terminal	Rubis Energie	Société Mère	Eliminations	Total
Chiffre d'affaires	88 906	368 030			456 936
Résultat brut d'exploitation	23 850	41 752	(3 953)		61 649
Résultat opérationnel courant	18 671	30 367	(3 952)		45 086
Résultat opérationnel	18 441	29 354	(3 940)		43 855
Investissements	21 904	16 897	110		38 911

31 décembre 2009 (en milliers d'euros)	Rubis Terminal	Rubis Energie	Société Mère	Eliminations	Total
Chiffre d'affaires	189 423	762 522	1	(1)	951 945
Résultat brut d'exploitation	49 822	69 459	(7 529)		111 752
Résultat opérationnel courant	37 766	45 387	(5 438)		77 715
Résultat opérationnel	37 834	44 104	(5 435)	(5)	76 498
Investissements	51 083	37 521	216		88 820

Information par zone géographique

30 JUIN 2010 (en milliers d'euros)	EUROPE	CARAÏBES	AFRIQUE	Eliminations	Total
Chiffre d'affaires	442 126	217 276	35 957	(12 546)	682 814
Résultat brut d'exploitation	42 677	17 743	7 151		67 571
Résultat opérationnel courant	30 302	12 986	5 623		48 911
Résultat opérationnel	35 848	12 582	5 600		54 030
Investissements	42 778	3 932	2 024		48 734

30 JUIN 2009 (en milliers d'euros)	EUROPE	CARAÏBES	AFRIQUE	Eliminations	Total
Chiffre d'affaires	271 857	171 012	26 096	(12 030)	456 936
Résultat brut d'exploitation	40 651	13 773	7 224		61 649
Résultat opérationnel courant	30 255	8 885	5 946		45 086
Résultat opérationnel	29 534	8 351	5 971		43 855
Investissements	33 475	4 276	1 160		38 911

31 décembre 2009 (en milliers d'euros)	EUROPE	CARAÏBES	AFRIQUE	Eliminations	Total
Chiffre d'affaires	553 414	359 540	56 304	(17 313)	951 945
Résultat brut d'exploitation	70 476	28 010	13 266		111 752
Résultat opérationnel courant	50 929	16 084	10 702		77 715
Résultat opérationnel	50 239	15 538	10 721		76 498
Investissements	77 206	9 861	1 753		88 820



6 – RESULTAT PAR ACTION

(en milliers d'euros)	30-juin-10	30-juin-09	31-déc-09
Résultat par action			
Résultat net consolidé part du groupe	35 018	27 023	47 212
Effet résultat des stock options	425	183	853
Résultat net consolidé après prise en compte de l'effet résultat des stock options	35 443	27 206	48 065
Nombre d'actions à l'ouverture	10 821 744	10 296 269	10 296 269
PEE	5 422	2 880	15 807
Dividende en actions			232 388
Ligne de capital	85 714		
Attribution gratuite d'actions Rubis	25 880		
Exercice d'options de souscription d'actions Rubis	2 500		1 156
Nombre moyen d'actions	10 941 260	10 299 149	10 545 620
Actions gratuites	54 150	44 967	67 669
Stocks options	704 943	351 343	509 868
Nombre moyen dilué d'actions	11 700 353	10 695 459	11 123 157
Résultat dilué par action (en €)	3,03	2,54	4,32
Résultat non dilué par action (en €)	3,20	2,62	4,48

7 – CAPITAUX PROPRES

Le capital est composé de 11 659 770 actions entièrement libérées de 5 euros chacune et s'élève à 58 299 milliers d'euros au 30 juin 2010.

Les souscriptions à une opération d'épargne salariale (PEE) ont donné lieu à une augmentation de capital de 23 806 actions nouvelles dont 119 milliers d'euros correspondant à la valeur nominale soit 5 euros par action et 1 047 milliers d'euros à la prime d'émission, soit 43,98 euros par action. Un montant de 3 milliers d'euros net d'impôt, relatif aux frais liés à cette augmentation de capital, a été imputé sur la prime d'émission.

L'option exercée par les associés commandités et certains actionnaires pour le paiement de leur dividende en actions, a donné lieu à une augmentation de capital de 510 406 actions nouvelles dont 2 552 milliers d'euros correspondant à la valeur nominale soit 5 euros par action et 25 607 milliers d'euros à la prime d'émission soit 50,17 euros par action. Un montant de 130 milliers d'euros net d'impôt, relatif aux frais liés à cette augmentation de capital, a été imputé sur la prime d'émission.

Le Collège de la Gérance constate que pour la période du 1er janvier au 30 juin 2010, 41 967 actions gratuites ont été attribuées définitivement au prix du nominal de l'action Rubis, soit 5 euros par actions. Cette attribution a donné lieu à une augmentation de capital de 210 milliers d'euros correspondant à la valeur nominale par prélèvement sur la prime d'émission.

Le collège de la gérance constate que pour la période du 1er janvier au 30 juin 2010, 3 500 options ont été levées pour un prix de souscription de 22,70 euros par actions, soit un montant global de 80 milliers d'euros. Chaque levée d'option a entraîné une émission simultanée d'un même nombre d'actions et a donné lieu à une augmentation de capital de 3 500 actions nouvelles dont 18 milliers d'euros correspondant à la valeur nominale soit 5 euros par action et 62 milliers d'euros correspondant à la prime d'émission soit 17,70 euros par action.



Le collège de la gérance constate que pour la période du 1er janvier au 30 juin 2010, 2 107 options ont été levées pour un prix de souscription de 46,59 euros par actions, soit un montant global de 98 milliers d'euros. Chaque levée d'option a entraîné une émission simultanée d'un même nombre d'actions et a donné lieu à une augmentation de capital de 2 107 actions nouvelles dont 10 milliers d'euros correspondant à la valeur nominale soit 5 euros par action et 88 milliers d'euros correspondant à la prime d'émission soit 41,59 euros par action. Un montant de 6 milliers d'euros net d'impôt, relatif aux frais liés aux augmentations de capital sur options levées, a été imputé sur la prime d'émission.

Rubis a mis en place, le 18 janvier 2010, avec CALYON, une convention de « ligne de capital » lui garantissant des augmentations de capital successives dont le montant cumulé sera inférieur à 10 % du capital social, à un prix de souscription faisant ressortir, au moment de chaque émission, un décote de 8 % par rapport au cours moyen pondéré des 3 jours de Bourse précédant sa fixation. La mise en place de cette convention a donné lieu aux augmentations de capital suivantes :

- 21 240 actions nouvelles dont 106 milliers d'euros correspondant à la valeur nominale soit 5 euros par action et 1 068 milliers d'euros à la prime d'émission soit 50,27 euros par action.
- 25 000 actions nouvelles dont 125 milliers d'euros correspondant à la valeur nominale soit 5 euros par action et 1 269 milliers d'euros à la prime d'émission soit 50,77 euros par action.
- 50 000 actions nouvelles dont 250 milliers d'euros correspondant à la valeur nominale soit 5 euros par action et 2 734 milliers d'euros à la prime d'émission soit 54,68 euros par action.
- 30 000 actions nouvelles dont 150 milliers d'euros correspondant à la valeur nominale soit 5 euros par action et 1 606 milliers d'euros à la prime d'émission soit 53,54 euros par action.
- 50 000 actions nouvelles dont 250 milliers d'euros correspondant à la valeur nominale soit 5 euros par action et 2 726 milliers d'euros à la prime d'émission soit 54,53 euros par action.
- 40 000 actions nouvelles dont 200 milliers d'euros correspondant à la valeur nominale soit 5 euros par action et 2 168 milliers d'euros à la prime d'émission soit 54,20 euros par action.
- 40 000 actions nouvelles dont 200 milliers d'euros correspondant à la valeur nominale soit 5 euros par action et 2 219 milliers d'euros à la prime d'émission soit 55,49 euros par action.

Un montant de 463 milliers d'euros net d'impôt, relatif aux frais liés à cette augmentation de capital, a été imputé sur la prime d'émission.

Nombre d'actions Rubis au 1er janvier 2010	10 821 744
Paiement du dividende en actions	510 406
Plan Epargne Entreprise	23 806
Ligne de capital	256 240
Attribution d'actions gratuites	41 967
Levée de stock-options	5 607
Nombre d'actions Rubis au 30 juin 2010	11 659 770



8 - OPTIONS DE SOUSCRIPTION D'ACTIONS ET ACTIONS GRATUITES

Les modalités des plans d'option de souscription d'options d'actions gratuites en cours au 30 juin 2010 sont illustrées dans les tableaux ci-après :

Date du Collège de la Gérance	Nombre d'options attribuées	Prix d'exercice (en euros)	Nombre d'options caduques ou annulées au 30 juin 2010	Nombre d'options exercées au 30 juin 2010	Nombre d'options non exercées au 30 juin 2010
17 juillet 2001	222 939	22,70		213 040	9 899
13 décembre 2002	12 349	23,55		12 349	
19 janvier 2004	25 270	27,90		12 635	12 635
29 juillet 2004	3 160	33,00			3 160
12 juillet 2005	4 214	46,59		2 107	2 107
27 juillet 2006	309 390	51,90	21 371		288 019
17 novembre 2006	5 116	55,10			5 116
29 août 2007	4 000	58,35			4 000
12 février 2008	11 900	52,89			11 900
4 juin 2008	5 000	57,06			5 000
22 juillet 2009	360 000	50,00			360 000
TOTAL	963 338		21 371	240 131	701 836

Date du Collège de la Gérance	Options en circulation		Options exerçables		
	Nombre d'options	Date limite d'exercice	Prix d'exercice (en euros)	Nombre d'options	Prix d'exercice (en euros)
17 juillet 2001	9 899	16/07/2011	22,70	13 399	22,70
19 janvier 2004	12 635	18/01/2014	27,90	12 635	27,90
29 juillet 2004	3 160	28/07/2014	33,00	3160	33,00
12 juillet 2005	2 107	11/07/2015	46,59	4214	46,59
27 juillet 2006	288 019	26/07/2012	51,90		
17 novembre 2006	5 116	16/11/2012	55,10		
29 août 2007	4 000	28/08/2013	58,35		
12 février 2008	11 900	11/02/2013	52,89		
4 juin 2008	5 000	03/06/2014	57,06		
22 juillet 2009	360 000	21/07/2014	50,00		
TOTAL	701 836			33 408	

Date du Collège de la Gérance	Nombre d'actions attribuées	Nombre d'actions caduques ou annulées au 30 juin 2010
29 août 2007	600	
12 février 2008	1 700	
4 juin 2008	700	
22 juillet 2009	51 150	
TOTAL	54 150	0



9 – DETTE FINANCIERE NETTE

VARIATION DE LA DETTE FINANCIERE

(en milliers d'euros)	31/12/2009	Emission	Remboursement	Ecart de conversion	Variations de périmètre	30/06/2010
Emprunts et dettes financières courantes et non courantes	280 401	53 471	(30 763)	558	9 336	313 002

DETTE FINANCIERE NETTE

(en milliers d'euros)	30/06/2010	31/12/2009
Emprunts et dettes financières courantes et non courantes	313 002	280 400
Disponibilités	43 275	37 188
VMP et autres placements	71 117	62 126
Dettes financières nettes	198 610	181 086

10 – PROVISIONS

(en milliers d'euros)	Provisions au 31/12/2009	Entrée de périmètre	Dotations	Reprises		Provisions au 30/06/2010
				provisions utilisées	provisions non utilisées	
Provisions pour risques et charges	9 384	1 888	8 160	(3 813)		15 619
Provisions pour pensions et retraite	12 080	71	1 527	(1 482)		12 196
Provisions pour renouvellement d'immobilisations	10 908	39	263	(268)	(1 871)	9 071
Total	32 372	1 998	9 950	(5 563)	(1 871)	36 886

Les provisions pour risques et charges comprennent notamment :

- une provision pour indemnités de fin de contrat à verser aux gérants de stations-service du pôle Antilles, est inscrite au 30 juin 2010 pour un montant de 938 milliers d'euros ;
- lors de la cession d'IPEM en février 2006, Rubis et Vitogaz ont conservé le suivi et la charge financière d'un certain nombre de litiges afférents à IPEM et ses filiales. Une provision relative aux risques encourus figure au bilan au 30 juin 2010 pour un montant de 1 291 milliers d'euros. Le montant plafonné de la garantie de passif IPEM est de 14 millions d'euros ;
- une provision relative à l'obligation du groupe Rubis de mettre à sa marque les actifs de ses nouvelles acquisitions, est inscrite au 30 juin 2010 pour un montant de 868 milliers d'euros ;
- une provision relative à deux litiges pouvant conduire à la mise en cause éventuelle du groupe Rubis, est inscrite au 30 juin 2010 pour un montant de 4 millions d'euros ;

Les avantages du personnel concernent essentiellement les engagements de retraites et avantages similaires (avantages postérieurs à l'emploi) et les primes d'ancienneté liées à l'attribution d'une médaille du travail (avantage à long terme – pôle Rubis Energie uniquement). Tous ces régimes sont comptabilisés conformément à la méthode décrite dans la note 2.19 du document de référence 2009.

Les dotations de l'exercice comprennent notamment 4 millions d'euros au titre de deux litiges pouvant conduire à la mise en cause éventuelle du groupe Rubis et 1,4 millions d'euros au titre de la mise en conformité d'immobilisations.

Les reprises de provisions n'appellent pas de commentaires particuliers.



11 – AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPERATIONNELS

Les « autres produits et charges opérationnels » au 30 juin 2010 correspondent principalement :

Autres produits et charges opérationnels (en milliers d'euros)	30-juin-10	30-juin-09	31-déc-09
Produits de cession d'immobilisations incorporelles			
Produits de cessions d'immobilisations corporelles	393	153	752
Produits de cessions autres éléments d'actifs		6	14
Produits sur écarts d'acquisition (badwill)	9 438		
Total autres produits opérationnels	9 831	159	767
VNC des immobilisations incorporelles cédées			
VNC des immobilisations corporelles cédées	712	1 386	1 984
VNC des autres éléments d'actifs cédés		4	
Dotations aux provisions pour risques et litiges	4 000		
Total autres charges opérationnelles	4 712	1 390	1 984
Total	5 119	(1 231)	(1 217)

Les écarts d'acquisition négatifs sont décrits aux paragraphes 2.1 et 2.2. Les dotations aux provisions pour risques et litiges de 4 M€ concernent deux litiges pour lesquels la responsabilité éventuelle de Rubis pourrait être démontrée.

12 – TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIEES

Frangaz étant consolidée en intégration globale depuis le 1er janvier 2010, sa contribution ne figure plus dans le détail des transactions avec les parties liées.

Au premier semestre 2010, il n'y a pas eu d'autre variation significative dans la nature des transactions avec les parties liées par rapport au 31 décembre 2009 (voir Note 7.3 de l'annexe aux comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2009).

13 – EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Néant

14 – AUTRES INFORMATIONS

Activité Rubis Energie – Pôle Caraïbes

A la suite des mouvements sociaux d'octobre et de décembre 2008 aux Antilles et en Guyane, le gouvernement a décidé, de manière unilatérale, de baisser les prix des carburants et a cessé d'appliquer le décret de 2003 qui régit la structure des prix à la pompe. La SARA (pour les Antilles) et Rubis Antilles Guyane (pour la Guyane) ont déposé des demandes de compensation auprès de l'Administration pour non-application du décret de 2003.

Au début du mois de juillet 2009, la Commission des Finances de l'Assemblée Nationale a émis un avis favorable à un projet de décret d'avance visant à compenser dans de brefs délais le préjudice subi.

Des négociations sont toujours en cours entre la SARA, Rubis Antilles Guyane et les pouvoirs publics afin d'apporter une solution aux déséquilibres passés et de parvenir à nouveau à une situation pérenne.



3 - Rapport des commissaires aux comptes



Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle.

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale et en application de l'article L.451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société RUBIS, relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2010, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du Collège de la Gérance. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France.

Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34, norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 1 « Principes comptables » de l'annexe des comptes semestriels consolidés résumés qui expose les changements de méthodes comptables résultant de l'application, à compter du 1^{er} janvier 2010, des nouvelles normes IFRS 3 révisée « Regroupements d'entreprises » et IAS 27 révisée « Etats financiers consolidés et individuels ».



II. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Fait à Courbevoie et Meudon, le 31 août 2010

Les Commissaires aux Comptes

SCP MONNOT & GUIBOURT

Jean-Louis Monnot

MAZARS

Daniel Escudeiro



4 - Attestation des responsables du rapport financier semestriel



ATTESTATION DES RESPONSABLES DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

PERSONNES RESPONSABLES DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

Gilles GOBIN : Associé-gérant

Jacques RIOU : Gérant d'AGENA, société co-gérante de RUBIS

ATTESTATION DES RESPONSABLES DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

Nous attestons, à notre connaissance, que les comptes pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la Société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre les parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Fait à Meudon et à Paris, le 31 août 2010

Jacques RIOU
Gérant d'AGENA, société co-gérante de RUBIS

Gilles GOBIN
Associé-gérant